Commune de Barsac

CONSEIL MUNICIPAL DU 21 DECEMBRE 2017

PROCES VERBAL

Nombre de Conseillers

En exercice 17

Présents 11

Votants 13

Date de convocation : le 14 décembre 2017

L'an deux mille dix sept, le 21 du mois de décembre à 19h

Le Conseil municipal de la commune de BARSAC dûment convoqué s'est réuni en session ordinaire en Mairie, sous la présidence de M. Dominique CAVAILLOLS, Maire.

PRESENTS : M. Dominique CAVAILLOLS, Mme Anne-Marie PENEAU, Mme Katell BEDOURET EYHARTZ, M. Joël DUBOURG, M. Mathias LOUIS, M. Philippe BLOCK, Mme Sylvie LAVERGNE, M. Franck COUETTE COSSE, M Raymond RIBES, M Xavier MUSSOTTE, Mme Catherine MARCHAL

POUVOIRS : M. Guillaume LAHAYE donne pouvoir à Mme Anne-Marie PENEAU, Jérémy DUMEAU donne pouvoir à Dominique CAVAILLOLS

ABSENTS : M Christian BOYER, Mme Isabelle ROY, Mme Aurore MALMOUSTIE, Jean Hugues DUFOUR

Secrétaire de séance : Mme Bédouret Eyhartz

Monsieur le Maire propose de procéder à l'approbation du procès-verbal de la séance du Conseil Municipal du 4 décembre.

Le procès verbal ayant été diffusé aux Conseillers municipaux préalablement, il n'en est pas donné lecture en séance.

Le procès verbal est approuvé.

Monsieur le Maire rappelle ensuite le point inscrit à l'ordre du jour sur lesquels le Conseil Municipal est appelé à délibérer :

- D 80 : Création des postes d'agents recenseurs et détermination de leur rémunération
 - D 81 : Attribution aux associations de la subvention liée au dispositif coup de pouce aux familles
 - D 82 : Désignation d'un nouveau membre de la société civile au Syndicat des eaux
 - D 83 : Nouveaux barèmes pour les indemnités des élus
 - D 84 : CDC : validation du rapport de la CLECT
 - D 85 : CDC : Validation des nouveaux statuts de la CDC
 - D 86 : CDC : validation du montant de l'attribution de compensation
 - D 87 : Assainissement : détermination du tarif de branchement pour l'assainissement collectif
 - D 88 : Autorisation du Maire à lancer la consultation des travaux pour la réalisation du cabinet médical
 - D 89 : Autorisation du Maire à lancer une consultation pour le recrutement d'un architecte qui réalisera la réhabilitation de l'aile gauche de la Mairie
 - D 90 : Affectation du résultat du budget de l'accueil périscolaire et validation du compte de gestion de dissolution
 - D 91 : Assainissement : admissions en non valeur
 - D 92 Commune : admissions en non valeur
- Questions diverses

Monsieur le Maire informe que la commune doit se positionner rapidement au sujet du contrôle des points d'eau incendie. Il propose donc d'ajouter cette délibération à l'ordre du jour.

Le conseil municipal accepte d'ajouter cette délibération à l'ordre du jour.

D 80 OBJET : CREATION D'EMPLOIS D'AGENTS RECENSEURS

Monsieur le Maire rappelle au Conseil Municipal la nécessité de créer cinq emplois d'agents recenseurs afin de réaliser les opérations du recensement de 2018.

Vu le Code Général des collectivités territoriales ;

Vu la loi du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, notamment son article 3.

Vu le décret n° 2002-276 du 27 février 2002 relative à la démocratie de proximité et notamment son article V ;

Vu le décret n° 2003-485 du 5 juin 2003 relatif au recensement de la population ;

Vu le décret n° 2003-561 du 23 juin 2003 portant dispositions répartition des communes pour les besoins de recensement de la population ;

Vu le décret n° 88-145 du 15 février 1988 relatif aux agents non titulaires ;

Après en avoir délibéré,

Le Conseil Municipal décide la création d'emplois de non titulaires en application de l'alinéa 2 de l'article 3 de la loi précitée, pour faire face à des besoins occasionnels à raison de cinq emplois d'agents recenseurs, non titulaires, à temps non complet, pour la période allant du 4 janvier 2018 au 28 février 2018.

Les agents seront payés à raison de :

- 1.72 € par bulletin individuel rempli (papier ou internet)
- 1.13 € par feuille de logement remplie (papier ou internet)
- 40 € par séance de formation
- 50 € forfait déplacement pour la durée de la mission

Monsieur le Maire précise le nom des agents recrutés : Paul Armand, Brigitte et José Clément, Agnès Labrousse, Angélique Tholey. Il demande à la population de leur réserver le meilleur accueil.

Il ajoute que pour la commune le recensement est très important. Il détermine notamment le montant de l'attribution de la dotation globale de fonctionnement. Monsieur le Maire rappelle que le recensement n'a aucun lien avec les services des impôts.

POUR : 13

CONTRE : 0

ABSTENTION : 0

D 81 OBJET : SUBVENTION COUP DE POUCE AUX FAMILLES 2017

Monsieur le Maire rappelle que pour la troisième année, la commune a mis en place le dispositif du coup de pouce aux familles qui vise à encourager et soutenir l'inscription des enfants de 6 à 11 ans dans des clubs sportifs ou culturels de la commune..

Voici le détail par club des enfants ayant bénéficié du dispositif (seulement les enfants qui remplissent les conditions):

- **Judo club : 19 enfants** : Yessad Naïm, Bonnard Raphaël, Bordessoule Camille, Dubourg Léa, Belaubre Suarez Timothée, Carnat Manon, Gabrielli Victor, Goncalves Teixeira Daniel, Lallemand Gastrin Charlotte, Guicheteau Madeleine, Lambert Pavie Hugo, Margot Alexandre, Ouvrard Sosthène, Peyriguere Tom, Pruvost Raphaël, Schloger Charlotte, Telli Aurélien, Valloir Mady, Vilpasteur Dayvson
- **Dance Tempo : 4 enfants** : Malfoy Juliette, Cousin Nell, Pinter Léa, Salva Charline
- **Foot : 8 enfants** : Carlier Nathan, Delas Léo, Dumont Bastien, Duprat Enzo, Lasserre Gomez Helio, Malfoy Alexandre, Pauquet Louis, Valero Cali
- **Art'image : 2 enfants** : Bacon Arthur, Constant Gabin

Le montant des subventions attribuées est le suivant :

- Judo : 19 X 25 = 475 euros
- Dance Tempo : 4 X 25 : 100 euros
- Foot : 8 X 25 : 200
- Art'image : 2 X 25 : 50 euros

Monsieur Ribes s'étonne de la baisse du nombre d'enfants au foot. Monsieur Block précise qu'effectivement le nombre d'enfants varie. Le nombre devrait remonter à la prochaine coupe du monde.

POUR : 13

CONTRE : 0

ABSTENTION : 0

D 82 OBJET : DESIGNATION D'UNE REPRESENTANT DE LA SOCIETE CIVILE AU SYNDICAT DES EAUX

Monsieur le Maire rappelle que les statuts du syndicat des eaux Barsac, Preignac, Toulonne, prévoient la présence de membres de la société civile au sein du comité syndical. Madame Françoise Cittone représentait

jusqu'à présent la société civile de la commune de Barsac. Cette personne ayant déménagé, il est nécessaire de la remplacer.

Monsieur le Maire propose de nommer au syndicat des eaux Monsieur Michel Peneau. Cela l'intéresse. Cela lui permettra de découvrir le fonctionnement du syndicat. Il est très important d'être représenté notamment dans le cadre des discussions de la loi Notre. Monsieur le Maire ajoute que les personnes qui quittent Barsac se rendent compte que le coût de l'eau est moins important ici qu'ailleurs.

POUR : 13

CONTRE : 0

ABSTENTION : 0

D 83 OBJET : INDEMNITES DES ELUS – MODIFICATION DE L'INDICE BRUT TERMINAL

Vu la délibération du 14 janvier 2016 qui attribue les indemnités aux élus

Vu la circulaire préfectorale du 3 avril 2017

Par délibération du 16 mars 2017, le conseil municipal avait modifié, à la demande des services de l'Etat, l'indice de référence pour la détermination des indemnités des élus.

Par circulaire, Monsieur le Préfet a demandé à ce que cet indice soit modifié, et qu'il ne soit plus fait référence à un chiffre. Il est désormais nécessaire de faire référence à l'indice brut terminal de l'échelle indiciaire de la fonction publique.

Monsieur le Maire demande au conseil municipal d'accepter cette nouvelle référence pour la détermination des indemnités des élus. Il rappelle que cela n'augmente pas le montant des indemnités des élus. Il précise également qu'à Barsac les élus ne touchent pas le maximum.

POUR : 13

CONTRE : 0

ABSTENTION : 0

D 84 OBJET : APPROBATION DU RAPPORT DE LA COMMISSION LOCALE D'EVALUATION DES CHARGES TRANSFEREES

Avant de procéder à la lecture de la délibération Monsieur le Maire informe que cette délibération concerne les transferts des voiries des Zones d'activité de Preignac et Béguey ; En effet toutes les ZA sont automatiquement transférées à la CDC.

Il en profite pour rappeler que la commune de Barsac, au même titre que l'ensemble des communes desservies par la caserne des pompiers de Béguey, va participer au financement du rond point situé devant pour un montant de 7 000 euros. Il informe par ailleurs qu'en 2018, il y aura une mise à jour de la population prise en compte pour terminer la participation de chaque commune au SDIS.

Il procède ensuite à la lecture de la délibération :

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU l'article 1609 nonies C du Code Général des Impôts ;

VU le rapport de la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées (CLECT) adopté le 1^{er} décembre 2017 à l'unanimité ;

VU la délibération n°2017/276/01 du 13 décembre 2017 par laquelle le Conseil Communautaire a adopté le rapport de la CLECT ;

CONSIDERANT que le rapport pose le principe selon lequel annuellement, il est fait état des dossiers relatifs aux documents d'urbanisme conduits par la Communauté de communes, et que les dépenses réalisées par la Communauté de communes à ce titre (hors ingénierie) sont déduites des attributions de compensation des Communes concernées après délibérations concordantes ;

CONSIDERANT que le rapport évalue la charge transférée à la Communauté de communes lors du transfert des zones d'activités de Boisson (Béguey) et de Piastre (Preignac) au 1^{er} janvier 2018 ;

CONSIDERANT que ce transfert ne concerne que les voiries (les zones étant déjà entièrement commercialisées), hors éclairage public et espaces vert, et que la Communes de Preignac a d'ores-et-déjà transféré la voirie de la zone de Piastre à la Communauté de communes ;

CONSIDERANT qu'en conséquence, les attributions de la Commune de Béguey seront réévaluées au 1^{er} janvier 2018 ;

CONSIDERANT que ce rapport est soumis à l'approbation des Communes membres ;

Après avoir entendu les explications de Monsieur le Maire,

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Après en avoir délibéré,

APPROUVE le rapport de la CLECT tel qu'annexé à la présente délibération ;

AUTORISE Monsieur Maire à prendre tout acte nécessaire à la mise en œuvre de la présente délibération.

POUR : 12

CONTRE : 0

ABSTENTION : 1 (Mme Marchal)

D 85 OBJET : APPROBATION DES MODIFICATIONS STATUTAIRES

Monsieur le Maire informe que cette délibération concerne 2 points ; le 1^{er} est relatif au nom de la CDC qui va s'appeler CDC Convergence Garonne. Il estime que ce nom n'est absolument pas représentatif. Les articles de presse ont déjà relaté les différentes critiques formulées au sujet de ce nom. Il aurait souhaité être consulté sur ce nom, et que ce soit débattu avant d'être mis au vote. Il partage le point de vue de Monsieur Chollon selon lequel il aurait été judicieux que la population puisse être consultée sur ce nom, y compris le club des entreprises des deux rives qui aurait pu avoir des idées originales. Tout cela manque de cohérence avec les structures qui existent déjà

Le 2^e point concerne une modification de statuts pour englober de nouveaux secteurs et notamment le Lac de Laromet. En séance du conseil communautaire il informe qu'il a voté contre car il estime que cela ne correspond pas à l'intérêt général.

La délibération :

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article l'article L. 5211-17 relatif aux transferts de compétences ;

VU l'arrêté préfectoral du 05 décembre 2016, portant statuts de la Communauté de communes de Podensac, des Coteaux de Garonne et de Lestiac-sur-Garonne, Paillet, Rions ;

VU l'arrêté préfectoral du 28 juillet 2017 prenant en compte la modification de l'intérêt communautaire survenu par la délibération n°2017/095 du 14 mars 2017 du Conseil Communautaire de la Communauté de communes ;

VU l'article L.211-7 du Code de l'environnement modifié par la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

VU la délibération n°2017/270/01 du 13 décembre 2017 par laquelle le Conseil Communautaire a modifié les statuts de la Communauté de communes ;

CONSIDERANT que la Communauté de communes souhaite se doter d'un nom correspondant d'avantage aux réalités de son territoire ;

CONSIDERANT qu'en raison de la fusion-extension, les compétences de la Communauté de communes correspondent, depuis le 1^{er} janvier dernier à celles inscrites dans l'arrêté préfectoral du 05 décembre 2017 ;

CONSIDERANT qu'en application de l'article L.5214-16 du Code Général des Collectivités Territoriales, il est nécessaire de modifier les statuts pour y inscrire la compétence obligatoire relative à la Gestion des Milieux Aquatiques et à la Prévention des Inondations ;

CONSIDERANT qu'en application de l'article L.211-7 du Code de l'Environnement, la Communauté de communes souhaite se doter, en sus des alinéas obligatoires prévus pour les Communautés de communes, de

l'alinéa 12 de cet article, relatif à « *l'animation et la concertation dans le domaine de la gestion et de la protection de la ressource en eau et des milieux aquatiques dans un sous-bassin ou un groupement de sous-bassins, ou dans un système aquifère, correspondant à une unité hydrographique* » ;

CONSIDERANT que les statuts de la Communauté de communes en vigueur au 1^{er} janvier 2017 prévoyaient un exercice géographique de certaines compétences ;

CONSIDERANT qu'il y a lieu de réécrire les statuts afin de regrouper les compétences communes sous le même groupe ;

CONSIDERANT que la Communauté de communes a notifié à la Commune sa délibération afin qu'elle se prononce dans un délai 3 mois à compter de la notification ;

Ayant entendu les explications de Monsieur le Maire,

Après en avoir délibéré,

LE CONSEIL MUNICIPAL,

APPROUVE la modification du nom de la Communauté de communes qui sera le suivant, à compter du 1^{er} janvier 2018 : « Communauté de communes Convergence Garonne » (3CG) ;

APPROUVE la modification des statuts de la Communauté de communes et les nouveaux statuts annexés à la présente délibération ;

AUTORISE Monsieur le Maire à notifier la présente délibération à la Communauté de communes et à accomplir les formalités nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

POUR : 0 CONTRE : 11 ABSTENTION : 2 (Mme Marchal, M Couette Cosse)

D 86 ATTRIBUTIONS DE COMPENSATION 2017

Monsieur le Maire informe que cette délibération concerne la réévaluation de l'attribution de compensation pour les communes qui ont transféré de nouvelles compétences à la communauté de communes. Il rappelle les principes de la CLECT, et de la détermination du montant de l'attribution de compensation. Barsac avait une attribution positive jusqu'au jour où elle a transféré la compétence lecture publique, et l'agent qui s'en occupait. Depuis cette date elle est en négatif.

Au début de ce nouveau mandat, la CDC avait fait faire un audit qui avait préconisé de ne pas augmenter les impôts, mais plutôt de ne plus verser d'attributions de compensation aux communes. Ce n'est pas l'option qui a été retenue.

La délibération :

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU l'article 1609 nonies C du Code Général des Impôts ;

VU le rapport de la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées (CLECT) adopté le 1^{er} décembre 2017 à l'unanimité ;

VU la délibération n°2017/277/01 du 13 décembre 2017 par laquelle le Conseil Communautaire a fixé les montants des attributions de compensation 2017 ;

CONSIDERANT que le rapport de la CLECT met en œuvre un principe dérogatoire pour le calcul des charges relatives à la compétence « plan local d'urbanisme, document d'urbanisme en tenant lieu et carte communale » selon lequel « *les Communes s'engageant sur la révision d'un document d'urbanisme prendront en charge cette révision (hors ingénierie) par imputation sur l'attribution de compensation l'année concernée. L'année suivante, l'attribution de compensation sera révisée pour revenir à son montant initial (hors nouvelles dépenses de la Communauté de communes) avant imputation* » ;

CONSIDERANT que le rapport prévoit que chaque année, le Conseil Communautaire délibère à la majorité des deux-tiers sur le montant révisé des attributions des Communes concernées, et que ces dernières doivent également se prononcer à la majorité simple sur le montant révisé ;

CONSIDERANT que, pour l'année 2017, les attributions de compensation provisoires des Communes doivent être modifiées ;

CONSIDERANT que le Conseil Communautaire s'est prononcé favorablement à la majorité à l'unanimité ;

Ayant entendu les explications de Monsieur le Maire,

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Après en avoir délibéré,

APPROUVE la fixation des attributions de compensation qui résulte du rapport de la CLECT et comme indiqué ci-dessous :

Communes	Montant des attributions de compensations provisoires	Montant des attributions 2017
Arbanats	11 991 €	11 991 €
Barsac	- 1 349 €	- 1 349 €
Béguey	186 077 €	185 667 €
Budos	14 915 €	14 915 €
Cadillac	453 432 €	453 432 €
Cérons	17 885 €	16 815,99 €
Donzac	7 429 €	7 429 €
Gabarnac	15 236 €	15 236 €
Guillos	34 001 €	34 001 €
Illats	280 264 €	280 264 €
Landiras	671 500 €	670 106,83 €
Laroque	15 872 €	15 872 €
Lestiac-sur-Garonne	3 997 €	3 997 €
Loupiac	73 576 €	73 576 €
Monprimblanc	12 339 €	12 339 €
Omet	11 987 €	11 987 €

Paillet	2 399€	- 11 401 €
Podensac	122 715 €	122 715 €
Portets	11 378 €	11 378 €
Preignac	52 798 €	47 329,27 €
Pujols-sur-Ciron	2 248 €	2 248 €
Rions	- 419 €	- 7 538,35 €
Sainte-Croix-du-Mont	56 043 €	55 070 €
Saint-Michel-de-Rieufret	119 769 €	108 397,45 €
Virelade	41 666 €	41 666 €
Total	2 217 749 €	2 176 144,19 €

APPROUVE le montant des attributions de compensation attribuées à la Commune de Barsac ;

DIT que les crédits nécessaires ont été inscrits au budget de la Commune ;

AUTORISE Monsieur le Maire à verser les sommes indiquées ci-dessus.

POUR : 11 **CONTRE : 1 (M Mussotte)** **ABSTENTION : 1 (Mme Marchal)**

Monsieur le Maire informe qu'une réflexion est amorcée par la CLECT au sujet de la compétence voirie. Une fois qu'une décision sera prise, le montant des attributions de compensation sera modifié. En principe toute la voirie située en agglomération devrait être redonnée à la compétence communale.

D 87 OBJET : DELIBERATION INSTITUANT LA PARTICIPATION POUR L'ASSAINISSEMENT COLLECTIF (PAC) – TARIFS 2018

Monsieur le Maire propose de fixer pour l'année 2018 les tarifs suivants :

Pour l'année 2018, les montants seront les suivants :

- pour les constructions nouvelles :

tarif de base 2012 : 1670 euros

indice de référence : 1593

indice du coût de la construction 2^e trimestre 2017 : 1 664

Tarif de la PAC 2018 : 1 744 euros

- pour les constructions existantes :

tarif de base 2012 : 802 euros

indice de référence : 1593

indice du coût de la construction 2^e trimestre 2017 : 1 664

tarif de la PAC 2018 : 838 euros

POUR : 13 **CONTRE : 0** **ABSTENTION : 0**

D 88 OBJET : RECRUTEMENT D'UN MAITRE D'ŒUVRE POUR LE SUIVI DES TRAVAUX DE REHABILITATION DE L'AILE GAUCHE DE LA MAIRIE

Monsieur le Maire rappelle que la municipalité s'était engagée à réhabiliter l'aile gauche de la mairie, actuellement occupée par la banda, et l'école de musique. Ces locaux nécessitent absolument d'être réhabilités. Monsieur le Maire propose donc de lancer une consultation pour le recrutement d'un maître d'œuvre qui établira le projet de réhabilitation ainsi qu'au suivi des travaux.

Il est important de recruter un architecte pour pouvoir ensuite faire une demande de subvention de DETR avant la fin du mois de janvier.

Monsieur le Maire rappelle que la salle actuelle du conseil municipal n'est pas accessible. L'aménagement d'une salle en rez de chaussée permettrait d'éviter d'avoir à installer un ascenseur qui coûterait dans les 50 000 euros auxquels il faudrait ajouter le coût de l'entretien. Le but des travaux est de faire en bas une salle où pourront se faire les conseils municipaux ou les mariages. Il sera également possible d'y faire des réceptions. Les locaux pour les 2 associations présentes seront également réhabilités.

Monsieur Couette Cosse rappelle que lorsqu'il était enfant, un cinéma était installé dans cet espace.

Il demande au Conseil municipal de l'autoriser à lancer cette consultation.

POUR : 13

CONTRE : 0

ABSTENTION : 0

D 89 OBJET : LANCEMENT DE LA CONSULTATION POUR LES TRAVAUX DE CREATION D'UN CABINET MEDICAL

Monsieur le Maire rappelle que la commune réfléchit depuis plusieurs mois à la création d'un cabinet médical au niveau du 15 de la rue du 11 novembre.

Monsieur Christian Pradal, Architecte a réalisé un projet.

Afin que ce cabinet ouvre au plus tard en septembre 2018, il est désormais nécessaire d'autoriser Monsieur le Maire à lancer la consultation pour le recrutement des entreprises qui réaliseront les travaux.

POUR : 13

CONTRE : 0

ABSTENTION : 0

D 90 OBJET : BUDGET ACCUEIL PERISCOLAIRE

Monsieur le Maire rappelle que par délibération du 8 septembre 2016, le Conseil Municipal a décidé de clôturer le budget de l'accueil périscolaire à compter du 1 janvier 2017.

Afin de clôturer comptablement ce budget, il est désormais nécessaire d'affecter le résultat du budget de l'APS et de valider le compte de gestion de dissolution.

POUR : 13

CONTRE : 0

ABSTENTION : 0

D 91 OBJET : ASSAINISSEMENT- ADMISSION EN NON VALEUR

Un dossier d'admissions en non-valeur a été adressé par Monsieur le Receveur, indiquant que des créances n'ont pu être recouvrées. Monsieur Louis lit les montants après avoir rappelé que la commune n'a pas le choix :

	TAUX TVA	HT	TVA	TTC
2011	5,50%	16,56	0,91	17,47
2012	7%	636,3	44,54	680,84
2013	7%	472,97	33,11	506,08
2014	10%	409,63	40,96	450,59
2015	10%	184,98	18,5	203,48
2016	10%	19,56	1,96	21,52
total		1740	139,98	1879,98

Vu les justificatifs produits par le comptable, il est demandé au Conseil Municipal d'estimer que cette créance est irrécouvrable et de décider que la commune prenne en charge cette non-valeur qui sera mandatée au compte 6541 du budget assainissement, exercice 2017.

Monsieur le Maire rappelle que l'inscription en non valeur n'éteint pas la dette et que les poursuites continuent.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal
- approuve cette admission en non valeur.

POUR : 13

CONTRE : 0

ABSTENTION : 0

D 92 OBJET : COMMUNE ADMISSION EN NON VALEUR

Un dossier d'admissions en non-valeur a été adressé par Monsieur le Receveur, indiquant que des créances n'ont pu être recouvrées pour un montant total de : 93.70 euros

Vu les justificatifs produits par le comptable, il est demandé au Conseil Municipal d'estimer que cette créance est irrécouvrable et de décider que la commune prenne en charge cette non-valeur qui sera mandatée au compte 6541 du budget communal , exercice 2017.

Monsieur le Maire rappelle que cette démarche n'arrête pas les poursuites. La dette ne disparaît pas et chaque année des recettes entrent dans le budget de la commune alors que la créance avait été admise en non valeur.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal
- approuve cette admission en non valeur.

POUR : 13

CONTRE : 0

ABSTENTION : 0

D 93 OBJET : SDIS – CONTROLE DES POINTS D'EAU INCENDIE

Monsieur le Maire informe que les dispositions nationales relatives aux règles de défense incendie ont fait l'objet d'une réforme dont la mise en œuvre se décline sur le département de la Gironde conformément à l'arrêté de préfectoral portant Règlement Départemental de la Défense Extérieure Contre l'Incendie signé le 26 juin 2017.

Il est désormais nécessaire que le Maire prenne un arrêté communal fixant la liste des Points d'eau incendie sur le territoire sur lequel il exerce sa responsabilité.

Dans un deuxième temps la commune doit organiser la réalisation des opérations de contrôle des PEI, et confier cette mission au prestataire de son choix.

Monsieur le Maire estime que le contrôle est effectué depuis toujours, gratuitement par le SDIS. Ce contrôle est très bien fait. Le SDIS propose de continuer à assumer cette mission gratuitement. Pour la financer, il propose de réajuster la contribution annuelle en modifiant la population prise en compte. Jusqu'à présent, le SDIS prenait en compte la population DGF 2002. Il est proposé de prendre en compte la population DGF 2017 (soit 111 personnes en plus). Cela représente une augmentation de la contribution supplémentaire de 1947 euros. C'est tout à fait normal sachant que depuis 2002 il y a 250 000 habitants en plus en Gironde.

La commune a fait faire des devis. Si elle passait par un prestataire pour réaliser cette mission cela coûterait entre 3500 et 4500 euros. Monsieur Mussotte ajoute que si le syndicat des eaux devait le faire, il y aurait des frais supplémentaires importants : formation, équipement etc...

Monsieur le Maire propose au conseil municipal de valider ce partenariat et de l'autoriser à signer la convention avec le SDIS.

POUR : 13

CONTRE : 0

ABSTENTION : 0

Questions diverses

Monsieur le Maire informe de la satisfaction des riverains de la rue Barrau, et des utilisateurs de la rue, suite aux travaux réalisés par la Communauté de Communes. Il en profite pour rappeler que cette route n'est pas un circuit. La vitesse est limitée à 50km/h, et devant l'église à 30km/h. Monsieur le Maire signale un véritable souci d'excès de vitesse des automobilistes de la commune.

Monsieur le Maire alerte les concitoyens de la commune sur le respect des stop quand ils circulent dans le village. Il a demandé à la gendarmerie de faire des contrôles inopinés plus fréquents pour contrôler la vitesse. Il va y avoir des amendes et des points en moins, notamment devant les écoles où les automobilistes remontent très fréquemment en sens inverse.

Monsieur Louis rappelle qu'ils sont déjà intervenus au grand Carrey et cela a été efficace.

Monsieur Couette Cosse confirme que c'est un endroit extrêmement dangereux. Il est important d'alerter avant qu'il n'y ait un accident grave.

Pour terminer Mme Bédouret Eyhartz rappelle que le 22 décembre est prévu la journée de Noël avec l'ensemble des enfants de l'école et de la Calandreta. Cette journée composée du repas de Noël, d'un spectacle et d'un goûter a été préparée en collaboration avec les enseignants des écoles, l'association des parents d'élèves, et la commune. Le fait de le faire sur le temps scolaire permet à tous les enfants d'être présents.

Monsieur le Maire souhaite ensuite de bonnes fêtes à tout le monde, et rappelle que les vœux auront lieu le 19 janvier à 19h à la salle Bastard.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 20h04.